



Liberté
Égalité
Fraternité

Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 et arrêté du 9 mai 2020

Demande à compléter et à retourner avant le 31 décembre

Année civile :

Nom : **Prénom :**

INSEE : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Grade : **Discipline ou Fonction :**

Quotité de travail :

ETABLISSEMENT D'AFFECTATION :

Etablissement d'affectation :

N° et libellé de la voie :

Code postal : Localité :

ADRESSE PERSONNELLE :

N° et libellé de la voie :

Complément (N° d'appartement, boîte aux lettres, escalier, couloir, étage ou autre...) :

Lieu dit (ou BP) :

Code postal : Localité :

ETABLISSEMENT D'EXERCICE DES FONCTIONS :

(si différent de l'établissement d'affectation)

Etablissement d'exercice :

N° et libellé de la voie :

Code postal : Localité :

AUTRE EMPLOYEUR PUBLIC (LE CAS ECHANT)
--

Nom de l'employeur :

N° et libellé de la voie :

Code postal : Localité :

Nombre d'heures travaillées :

Nombre de jours déclarés au titre du forfait auprès de cet employeur :

Je soussigné (nom / prénom) atteste sur l'honneur :

☐ que j'utilise mon vélo personnel pour effectuer le trajet entre ma résidence personnelle et mon lieu de travail.
(L'administration se réserve le droit de demander à l'agent une facture d'achat, d'assurance ou d'entretien)

☐ que j'effectue du covoiturage en tant que conducteur entre ma résidence personnelle et mon lieu de travail et je conduis 1-2-3 personne(s) (entourer le nombre de personnes).

- De (lieu de départ) à (lieu d'arrivée)
- De (lieu de départ) à (lieu d'arrivée)
- De (lieu de départ) à (lieu d'arrivée)

(joindre un justificatif : relevé de paiement d'une plateforme de covoiturage, attestation sur l'honneur de la (des) personne(s) transportée(s)....)

☐ que j'effectue du covoiturage en tant que passager pour effectuer le trajet entre ma résidence personnelle et mon lieu de travail.

- De (lieu de départ)à (lieu d'arrivée)
(joindre un justificatif : relevé de facture d'une plateforme de covoiturage, attestation sur l'honneur du covoitureur...)

Mois	Trajet domicile-travail
	Nombre de jours
Total :	

Je déclare que :

-
- j'ai utilisé mon vélo personnel ou que j'ai pratiqué le covoiturage en tant que passager ou conducteur pour effectuer les déplacements domicile-travail **au moins 100 jours entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année civile de la demande**
 - je ne bénéficie pas d'un véhicule de fonction
 - je ne bénéficie pas d'un logement de fonction
 - je ne bénéficie pas d'un transport gratuit entre mon domicile et mon lieu de travail
 - je ne suis pas transporté gratuitement par mon employeur
 - je ne bénéficie pas de la prise en charge partielle des frais de transports entre ma résidence habituelle et mon lieu de travail pour la période au titre de laquelle je demande le forfait mobilité durable
 - je ne bénéficie pas des dispositions du décret n° 83-588 du 1er juillet 1983 et ne suis pas atteint d'un handicap dont l'importance empêche l'utilisation des transports en commun.

Je m'engage à fournir tout justificatif réclamé par l'administration à tout moment de l'année.

Je suis informé(e) que si je perçois actuellement l'**indemnité de remboursement des frais de transport domicile-travail**, celle-ci me sera retenue et je percevrai la somme de 200 euros en un versement unique.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et m'engage à signaler immédiatement à l'administration toute modification qui pourrait intervenir concernant ma résidence habituelle, mon lieu de travail ou les moyens de transport utilisés.

Fait à, le.....

Signature de l'agent

Toute demande incomplète, comportant des inexactitudes ou des déclarations erronées, sera rejetée.

Si le versement du forfait mobilité durable a été accordé sur le fondement d'une fausse déclaration, le service gestionnaire procèdera à la répétition des sommes indûment versées.

Fraudes : la loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (Art 441-1 et suivants du Code Pénal).

Nous vous rappelons que vous disposez, conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données vous concernant, d'opposition et de limitation du traitement de ces données, ainsi que d'un droit à la portabilité de vos données. Vous pouvez l'exercer en vous adressant à M. le Recteur de l'académie de Clermont-Ferrand, à l'attention du délégué à la protection des données, 3 av Vercingétorix, 63000 Clermont-Ferrand